

TRIBUNE

**À l'ONU, les Etats ne peuvent
pas passer les droits des
femmes et l'égalité de genre
sous silence**



APRÈS LE G7, LES ETATS DOIVENT SORTIR DE LEUR SILENCE ET DÉFENDRE HAUT ET FORT LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DE GENRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES.

À partir du 8 septembre, les États membres des Nations unies se réuniront à New York pour la 81e session de l'Assemblée générale. Ce rendez-vous annuel intervient à un moment charnière. Partout dans le monde, les droits des filles, des adolescentes, des femmes, des personnes LGBTQIA+ font l'objet d'une remise en cause sans précédent, sous la pression notamment de mouvements masculinistes, d'extrême droite et populistes. Le principe même de l'égalité de genre est attaqué à grande échelle, malgré l'adoption par plusieurs États de diplomaties féministes.

Ce recul n'est ni spontané ni isolé. Il résulte d'une offensive politique organisée, coordonnée et largement financée contre l'égalité de genre, les normes internationales relatives aux droits humains et contre le multilatéralisme lui-même. Ce backlash pèse sur les négociations internationales, les priorités budgétaires et les décisions politiques, y compris au sein de l'ONU.

Face à ces reculs, le Women 7 et les coalitions signataires de cette tribune lancent un appel : l'Assemblée générale des Nations unies ne peut pas reproduire les renoncements observés au G7. Elle doit être le lieu où les États protègent et promeuvent ouvertement les engagements internationaux en faveur de l'égalité de genre.

LES RENONCEMENTS DU G7 : UN SIGNAL D'ALARME

Les conclusions¹ du sommet du G7 à Évian sont une illustration de ce backlash. Sur neuf textes adoptés, seuls deux font mention des droits des femmes et des filles. Les droits sexuels et reproductifs, la justice économique de genre, la sécurité alimentaire, l'accès à l'éducation des filles ou encore l'impact genré du changement climatique sont restés ignorés et absents des déclarations, alors même que ces sujets sont essentiels au développement et à un monde en paix.

Céder aux États ouvertement anti-droits et anti-choix, dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique, de baisse drastique des financements aux organisations féministes, revient à entériner les régressions qui se déroulent sous nos yeux.

¹ [Déclaration des chefs d'État et de gouvernement sur des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques, \(16 juin 2026\) - G7 France](#)

LE SOMMET D'EVIAN EST PASSÉ, LE SILENCE N'EST PLUS UNE OPTION

Le G7 est un espace qui a toujours été remis en question. La configuration de cette année était d'autant plus complexe, partagée entre des Etats qui alimentent le backlash, d'autres qui ferment les yeux et d'autres enfin qui affichent la volonté de le combattre. Le sommet étant passé, il faut maintenant remonter la pente et redoubler d'efforts pour défendre les droits des femmes et l'égalité de genre dans les autres espaces multilatéraux. L'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) est le plus grand rassemblement onusien. Il est possible d'y chercher des alliés et de marginaliser les Etats les plus réactionnaires. C'est un temps multilatéral décisif et le moment pour les Etats d'affirmer leur soutien aux organisations féministes, qui luttent contre le recul des droits et contre les violences basées sur le genre.

L'INITIATIVE UN80 : UNE RÉFORME QUI POURRAIT AFFAIBLIR LES DROITS QU'ELLE PRÉTEND PROTÉGER

Cette année, l'AGNU se déroule dans un contexte particulier. En raison des coupes drastiques dans l'aide publique au développement dans le monde et du retrait de certains États, les Nations unies sont entrées dans un important processus de restructuration et de réforme interne, appelé UN80. À première vue, cette annonce est positive : enfin, les États reconnaissent le besoin de réforme. Mais des zones de flou demeurent. Les organisations féministes, qui n'ont pas été consultées, alertent sur le projet de fusion de deux agences des Nations Unies : le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), spécialisé dans les droits et la santé sexuelle et reproductive, et ONU Femmes, chargée de l'égalité de genre. Mal préparée, cette fusion pourrait avoir de lourdes conséquences : perturbation ou suppression de programmes, amoindrissement de la quantité et de la qualité des actions menées; dilution des deux mandats; et in fine, baisse des montants alloués tant à la santé sexuelle et reproductive qu'à l'égalité de genre. Concrètement, cela risque de provoquer des interruptions dans des services de soin essentiels et de fragiliser l'accès à la contraception, à l'avortement, à la prévention des violences et à la lutte contre le VIH/sida. Pour les organisations féministes, c'est précisément au moment où les droits sont attaqués qu'il faut renforcer les institutions qui les défendent.

L'AVENIR DU MULTILATÉRALISME DOIT SE CONSTRUIRE AVEC LES ASSOCIATIONS FÉMINISTES

Au rythme actuel, selon les estimations d'ONU Femmes, il faudrait encore 300 ans pour atteindre l'égalité de genre.²

² Près de 300 ans avant d'atteindre l'égalité de genre : ONU Femmes France appelle à revoir nos priorités L (16 mars 2023) - ONU Femmes France

Nos sociétés ne peuvent plus attendre. Les milliers d'organisations signataires de cette tribune appellent les États réunis à New York en septembre pour la 81e Assemblée générale à reconnaître explicitement que le backlash, cette attaque systématique contre les droits des femmes, filles et personnes LGBTQIA+, est un danger pour les droits humains, les démocraties et le multilatéralisme.

La restructuration en cours aux Nations Unies renvoie également à une réflexion plus profonde : de quel modèle de multilatéralisme souhaitons-nous nous doter ? Pour nos coalitions féministes, l'approche est claire : un modèle résolument égalitaire ; anticolonial et antiraciste en faveur de toutes les personnes et de la planète. Nous souhaitons un multilatéralisme fort, qui s'oppose fermement aux backlash, qui lutte contre le changement climatique, l'injustice partout, se mobilise face aux crises et ne se résout pas aux conflits. Un multilatéralisme qui dénonce et remédie aux inégalités structurelles et systémiques grâce à une gouvernance mondiale égalitaire et un réengagement financier des États dans les politiques de solidarité internationale et d'égalité de genre. Un multilatéralisme renouvelé, qui reconnaît l'importance des organisations de la société civile comme rempart démocratique et qui garantit et facilite leur pleine participation dans ses instances.

SIGNATAIRES

- **Le Women7 (W7)** est une coalition de plus de 260 organisations féministes issues de 62 pays, coordonnée par Equipop, CARE France, Le Fonds pour les Femmes en Méditerranée, Le Planning Familial et Plan International France.

- **Le Women's Rights Caucus (WRC)** est une coalition féministe intersectionnelle mondiale rassemblant plus de 800 organisations, réseaux et individus, réunis par Fòs Feminista, Outright International, l'African Women's Development and Communications Network (FEMNET), l'Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD) et le Young Feminist Caucus, qui milite pour l'égalité de genre à l'ONU.

- **Le Feminist Cross-Coalition UN80 Working Group** rassemble depuis 2025 plus de 1000 organisations à travers le monde qui s'organisent pour protéger l'égalité de genre au sein de l'ONU dans le cadre du processus de réforme UN80.

- **Le Women's Major Group (WMG)** est un réseau mondial de plus de 2000 organisations féministes et de défense des droits des femmes qui œuvrent pour faire progresser la justice de genre, économique, sociale et environnementale au sein des processus de développement durable des Nations unies.

- **L'Alliance Féministe Francophone** est une initiative collective qui vise à renforcer la participation et capacité d'influence des féministes francophones aux espaces multilatéraux. À travers une mise en réseau des activistes et mouvements féministes et un plaidoyer collectif dans les espaces institutionnels, l'Alliance contribue à visibiliser et structurer un plaidoyer féministe en faveur de l'égalité de genre.

Contacts - Secrétariat Women 7 2026

- **Lucie Daniel** pour Equipop – lucie.daniel@equipop.org – +33 (0)6 76 83 44 84
- **Laura Audouard** pour Plan International France – laura.audouard@plan-international.org
- **Jeanne Lacou** pour CARE France – lacou@carefrance.org
- **Noémie Gardais** pour Planning Familial – noemie.gardais@planning-familial.org
- **Fawzia Baba-Aissa** pour the Mediterranean Women's Fund – fbaba@medwomensfund.org

Contacts Presse

- Camille Frouin – +33 (0)6 25 83 95 23 – camille.frouin@equipop.org
- Lola Ruscio – +33 (0)7 86 45 12 10 – Lola.Ruscio@plan-international.org
- Laurence Bondard – +33 (0)7 86 00 42 75 – Bondard@carefrance.org



COLUMN

**At the UN, States cannot
remain silent on women's
rights and gender equality.**



FRANCE • 2026

FOLLOWING THE G7 SUMMIT, MEMBER STATES MUST BREAK THEIR SILENCE AND STRONGLY ADVOCATE FOR WOMEN'S RIGHTS AND GENDER EQUALITY AT THE UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY.

Starting September 8, the member states of the United Nations (UN) will meet in New York for the 81st session of the General Assembly. This annual gathering, which allows member states to debate key international issues and take the pulse of diplomatic dynamics, comes at a pivotal moment. Around the world, the rights of girls, adolescent girls, women, and LGBTQIA+ people are facing unprecedented challenges, particularly under pressure from masculinists, far-right, and populist movements. The very principle of gender equality is under attack on a massive scale, despite the adoption of feminist foreign policy by several countries.

This setback is neither spontaneous nor isolated. It stems from an organized, coordinated, and largely funded political offensive against gender equality, international human rights standards, and multilateralism itself. This backlash is impacting international negotiations, budgetary priorities, and political decisions, including within the UN.

In the face of these setbacks, the Women 7 and the coalitions who signed this op-ed are launching an appeal: the United Nations General Assembly cannot reproduce the compromises observed at the G7. It must be a forum where States openly protect and promote international commitments in favor of gender equality.

THE G7'S CONCESSIONS: A WARNING SIGN

The conclusions¹ adopted at the G7 summit in Évian illustrate this backlash. Of the nine texts adopted, only two mention the rights of women and girls, and only in connection with economic and digital issues. Sexual and reproductive rights, gender-based economic justice, food security, girls' access to education, and the gendered impact of climate change were ignored and absent from the declarations, even though these topics are essential for sustainable development and a peaceful world.

Giving in to countries that are openly anti-rights and anti-choice, in the context of shrinking civic space and drastic cuts in funding for feminist organizations, amounts not only to excluding gender equality from commitments, but also to endorsing the regressions taking place before our eyes.

¹ [Leaders declaration on mutually beneficial international partnerships, \(16 juin 2026\) - G7 France](#)

THE EVIAN SUMMIT IS OVER, SILENCE IS NO LONGER AN OPTION

The G7 is a forum that has always been subject to debate. This year's configuration was all the more complex, divided between member states that fuel the backlash, others that turn a blind eye, and still others that demonstrate a willingness to combat it. With the summit over, we must now turn the tide and redouble our efforts to defend women's rights and gender equality in other multilateral forums. The United Nations General Assembly (UNGA) is the largest UN gathering. It is an opportunity to seek allies and marginalize the most reactionary states. This is a crucial multilateral moment and a time for states to affirm their support for feminist organizations, which raise awareness and take action against the erosion of rights and against all forms of violence and discrimination.

THE UN80 INITIATIVE: A REFORM THAT COULD WEAKEN THE RIGHTS IT CLAIMS TO PROTECT

This year, the UN General Assembly is taking place in a unique context. Due to drastic cuts in official development assistance worldwide and the withdrawal of some member states, the United Nations has embarked on a major internal restructuring and reform process, known as UN80. At first glance, this announcement is positive: finally, states are recognizing the need for reform. However, areas of uncertainty remain. Feminist organizations, which were not consulted, are raising concerns about the proposed merger of two UN agencies: the United Nations Population Fund (UNFPA), specializing in sexual and reproductive health and rights, and UN Women, responsible for gender equality. If unwell planned, this merger could have serious consequences: disruption - or even elimination - of programs; a reduction in the quantity, diversity, and quality of actions undertaken; a dilution of the two mandates; and ultimately, a decrease in funding allocated to both sexual and reproductive health and gender equality. In concrete terms, this risks causing interruptions in essential care services overnight and weakening access to contraception and abortion, violence prevention and the fight against HIV/AIDS... For feminist organizations, it is precisely when rights are under attack that the institutions that defend them must be strengthened.

THE FUTURE OF MULTILATERALISM MUST BE BUILT WITH FEMINIST ASSOCIATIONS.

At the current rate, according to UN Women estimates, it would take another 300 years to achieve gender equality.²

² [Près de 300 ans avant d'atteindre l'égalité de genre : ONU Femmes France appelle à revoir nos priorités L \(16 mars 2023\) - ONU Femmes France](#)

Our societies can no longer wait. Thousands of organizations signing this open letter call on the States meeting in New York in September for the 81st United Nations General Assembly to explicitly recognize that the backlash, this systematic attack on the rights of women, girls and LGBTQIA+ people, is a danger to human rights, democracies and multilateralism.

The ongoing restructuring at the United Nations also raises a deeper question: what model of multilateralism do we want? For our feminist coalitions, the approach is clear: a resolutely egalitarian model; anti-colonial and anti-racist, in favor of all people and the planet. We want a strong multilateralism that firmly opposes backlash, fights climate change and injustice everywhere, mobilizes in the face of crises, and does not resolve conflicts. A multilateralism that denounces and addresses structural and systemic inequalities through egalitarian global governance and renewed financial commitment from states to international solidarity and gender equality policies. A renewed multilateralism that recognizes the importance of civil society organizations as a democratic bulwark and guarantees and facilitates their full participation in its institutions.

SIGNATAIRES

- **The Women 7 (W7)** is a coalition of more than 260 feminist organizations from 62 countries, coordinated by Equipop, CARE France, the Mediterranean Women's Fund, the Family Planning Association and Plan International France.
- **The Women's Rights Caucus (WRC)** is a global intersectional feminist coalition of more than 800 organizations, networks, and individuals convened by Fòs Feminista, Outright International, African Women's Development and Communications Network (FEMNET), Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), and Young Feminist Caucus, that advocates for gender equality at the UN.
- Mobilizing since 2025, the **Feminist Cross-Coalition UN80 Working Group** brings together over 1,000 organizations worldwide organizing to protect the UN's gender equality architecture through the UN80 reform process.
- The **Francophone Feminist Alliance** is a collective initiative that aims to strengthen the participation and influencing capacity of francophone feminists in multilateral spaces. Through networking activists and collective advocacy in institutional spaces, the Alliance helps make visible and structure a shared francophone feminist advocacy agenda for gender equality.
- **The Women's Major Group (WMG)** is a global network of over 2,000 feminist and women's rights organizations working to advance gender, economic, social, and environmental justice in the United Nations Sustainable Development processes.

Contacts - Organizing Committee Women 7 2026

- **Lucie Daniel** for Equipop – lucie.daniel@equipop.org – +33 (0)6 76 83 44 84
- **Laura Audouard** for Plan International France – laura.audouard@plan-international.org
- **Jeanne Lacou** for CARE France – lacou@carefrance.org
- **Noémie Gardais** for Planning Familial – noemie.gardais@planning-familial.org
- **Fawzia Baba-Aissa** for the Mediterranean Women's Fund – fbaba@medwomensfund.org

Press contacts

- Camille Frouin – +33 (0)6 25 83 95 23 – camille.frouin@equipop.org
- Lola Ruscio – +33 (0)7 86 45 12 10 – Lola.Ruscio@plan-international.org
- Laurence Bondard – +33 (0)7 86 00 42 75 – Bondard@carefrance.org

